

BIBLIOTECA

COLEGIO DE MEXICO

RECHERCHES METHODOLOGIQUES EN SCIENCES SOCIALES

Avant-Propos.

Avec les questions de méthodologie en matière sociale, nous abordons un domaine délicat, et par un certain côté, assez neuf. Ce fait nous obligera à donner à ce séminaire une forme originale, tenant du séminaire proprement dit, du cours et de la recherche en équipe, selon un plan strict et précis que nous aurons rapidement à préciser.

Car, pour aujourd'hui, il nous faut poser le problème. Nous allons le faire dans une introduction qui, la route une fois éclairée, débouchera sur les travaux à entreprendre en commun et présentera la manière ultérieure de procéder, après discussion. Une remarque, toutefois, s'impose au départ: le style des réflexions que nous aurons à engager, la structure même des concepts et notions utilisés risquent d'être parfois déroutants ou rebutants par leur caractère abstrait. Mais pour reprendre un mot déjà célèbre: un peu de théorie éloigne du concret, beaucoup y ramène.

Surtout, nos considérations de méthode, nous le verrons rapidement, cachent, sous leurs dehors techniques, des choses graves que nous n'aurons pas le droit d'éluder.

I n t r o d u c t i o n

à la recherche d'une méthodologie des sciences humaines dans le cadre du problème des pays sous-développés.

I

Un fait global retiendra notre attention, comme point de départ: l'échec de la lutte contre le sous-développement telle qu'elle a été menée depuis dix ans sous le vocable d'assistance technique. Ce fait est bien connu puisqu'on l'a signalé dans diverses études et il est inutile, pour notre propos d'en préciser les détails. Quelques réflexions pourtant s'imposent, d'ordre général, qui nous intéressent plus particulièrement.



1° Avant tout, cet échec provient d'une mauvaise manière de poser le problème et par conséquent de chercher à le résoudre, beaucoup plus que de l'égoïsme des pays nantis: ce qu'on appelle le sous-développement a été entendu au plan strictement économique et par référence à l'économie des pays riches qui revêt alors la valeur de modèle. Or cela signifie deux choses:

- a) que les économies des pays retardés sont de même nature que celles des pays avancés. Il en résulte que les procédés et les systèmes qui ont fait leurs preuves dans un cas, sont regardés comme la solution dans l'autre, avec un minimum d'adaptation, bien entendu.
- b) que l'on cherchera à traduire le phénomène nouveau en termes de revenu national, ou de revenu par tête, ou de niveau de vie, qu'on se tournera vers ce grand moyen qu'est l'industrialisation, que l'on pensera efficacement promouvoir un développement par injection de capitaux, etc. Certes, l'occident s'est bien vite rendu compte que d'autres problèmes humains se trouveraient en liaison avec le problème économique. La carte du sous-développement coïncide à peu près avec celle de la maladie, de l'analphabétisme, etc.. Mais l'approche de ces problèmes s'est souvent réalisée dans les perspectives du développement économique qui se les subordonnait, et, de toutes façons, on s'est rapidement trouvé devant une situation qui revêtait deux formes:

- ou les travaux des divers experts envoyés étaient exécutés dans une ignorance quasi-complète des données autres que celles de leur spécialisation: d'où un ensemble de travaux sans liens entre eux,
- ou si on désirait une communication, l'impossibilité de la réaliser, les études ne se situant pas au même niveau de recherche, ou employant des méthodes et des outils d'analyse foncièrement divers.

2° Tout s'est donc passé comme si l'on voulait créer des économies de type "occidental" dans les pays "non-occidentaux", orientation qui impliquait une certitude de base: le mode de vie occidental est le type même de la civilisation. Cependant, des enquêtes du B.I.T., publiées en 1951, l'exemple particulier de l'IRAK, manifestaient des conclusions inattendues, même dans le cas où les décisions économiques étaient "économiquement" saines:

- a) les déséquilibres sociaux, dans les pays assistés, n'ont fait que croître, c'ad. les riches sont devenus plus riches, les déshérités plus déshérités; les structures sociales ont été disloquées sans contre-partie, une prolétarisation rapide s'est effectuée, et pour finir, l'écart entre les pays développés et les pays non-développés n'a fait que s'approfondir. Ainsi a-t-on pu parler des "effets destructeurs d'un développement économique accéléré" (cfr. Georges Balandier, "Déséquilibres socio-culturels et modernisation des pays sous-développés", C.I.S. (Cahiers Internationaux de Sociologie), vol.XVI, 1956, pp.30 et ss.)
- b) il en est résulté, dans les pays pauvres, une situation révolutionnaire, plus ou moins tendue et dangereuse, mais toujours grave. Car une situation révolutionnaire est la manifestation d'une injustice devenue criante, c'est-à-dire, d'un mépris de l'homme et des hommes concrets. Et la chose est facile à comprendre. Vouloir développer une économie de manière autonome, c'est créer dans une société concrète, des contradictions internes que le marxisme n'a qu'à exploiter, car, nous aurons l'occasion de le redire, l'économie ne peut pas être autonome.

3° Aussi bien l'approche du problème par les pays socialistes est-elle, dans le fond différente : elle ne vise pas la seule économie, mais le contexte global, surtout psychologique et sociologique dans lequel cette économie prend un sens. Comme le remarque H.Blardone dans un article suggestif auquel j'ai emprunté quelques-unes des idées ici exposées : "L'économie n'est plus isolé du contexte humain et en particulier du climat psychologique" (Note sur le sous-développement et l'idée "d'économie progressive", Cahiers de l'I.S.E.A., série M, N°3, p.92). Pourtant l'aide soviétique et marxiste présente un trait commun avec l'aide occidentale : pour elle aussi, la solution russe ou la solution chinoise présente une solution type (il faudrait nuancer pour la Chine dont les dirigeants sont beaucoup plus subtils). Il faudrait remarquer aussi que la Russie a une expérience du développement accéléré, d'abord dans son propre cas, ensuite dans celui des "démocraties populaires". Je vous renvoie sur ce sujet à l'excellent livre de M. Jan Marczewski : "Planification et croissance économique des démocraties populaires", Bibliothèque des Sciences Economiques, 2 tomes, P.U.F., 1956.

4° Ce constat d'échec manifesté alors une double exigence qui fait toute la difficulté du problème :

a) au niveau de l'approche, c'est la société concrète dans son entier qu'il faut étudier, car c'est la société entière qui est en jeu dans le développement. H.Pierre Dieterlen le note justement : "Pas d'innovation, au sens schumpeterien du terme, sans invention préalable ni milieu apte à l'accueillir" ("La complémentarité antagonique, comme instrument d'analyse économique, Cahiers de l'I.S.E.A., série M, N° 8, p.98). Et plus loin cette réflexion qui exprime parfaitement nos préoccupations :

" les sources du développement économique, les obstacles auxquels il se heurte sont d'ordre éthique, voire religieux. - Qu'est ce à dire, si ce n'est que le fondement du développement économique n'est ni exclusivement, ni essentiellement économique, mais principalement extra-économique? Reconnaître les limites de notre discipline n'est pas l'affaiblir; bien au contraire, c'est renforcer sa spécificité, assigner à ses spécialistes un champs d'investigation peut-être réduit, mais qui ne leur interdit point de faire appel à d'autres spécialistes, de collaborer avec eux, comme les y incite la recherche opérationnelle." (Ibid.p.49)

Ainsi est engagé un problème d'harmonisation des études confiées à des spécialistes divers travaillant selon leurs méthodes propres, mais dans un climat d'unité. La question est alors facile à exprimer : comment et sur quelles bases obtenir cette unité dans la diversité?

b) Enfin, au niveau de l'action, c'est encore la société entière qui doit évoluer, dans un effort de caractère collectif et coopératif. Ici et là, l'ère du travail dispersé doit être résolue si l'on veut aboutir à des résultats avouables. Mais cette nécessité pose le problème urgent de ses impératifs : il ne faut pas l'éluder sous prétexte qu'il risque de nous conduire à des rivages inexplorés. Car, à ces exigences, - qui sont au fond des exigences de bon sens - que répond l'état actuel des sciences sociales?

II

Ici, il faut bien le dire, la situation est assez décevante : travaux et articles font mention d'une crise dans les sciences humaines, et qui est précisément de nature épistémologique, méthodologique. Cette crise, que certains attribuent à la jeunesse de ces disciplines, il me semble que nous pourrions la caractériser de manière suffisante en disant ceci :

1° On remarque d'abord un double mouvement contradictoire dans le développement des "sciences humaines et sociales" : à la fois une tendance à la multiplication des disciplines, et une aspiration à l'unité. Mais si on y regarde de plus près, on s'aperçoit que ce double mouvement a un principe unique. On s'est aperçu en effet que chacune des disciplines existantes s'intéressait à une même réalité globale qui ne se laisse pas fractionner facilement : l'homme, en lui-même et surtout dans sa vie. De sorte qu'on a ici et là une multiplicité des points de vue sur l'homme qui demandent à se rejoindre et en même temps, prolifèrent indéfiniment. Cette prolifération d'ailleurs ne serait pas gênante si elle ne s'accompagnait pas de la création de concepts et d'outils d'analyse à chaque fois particuliers, ce qui rend la convergence difficile, non seulement entre sciences différentes, mais encore entre niveaux différents d'une même science. En même temps demeure le désir de ce qu'on appelle, parfois la collaboration des sciences, et parfois leur intégration. Or la réalisation de ce désir implique deux choses :

- a) que les recherches, dans leur diversité même, puissent se dérouler dans un cadre méthodologique global : la question ici est d'ordre méthodologique;
- b) que l'on possède un principe d'intégration. Dire que ce principe c'est l'homme, ne suffit évidemment pas, car il doit être une science. Immédiatement, on voit combien cet aspect est lié au précédent, car s'il y a une science "intégrante", sa méthode constitue le cadre méthodologique global. Nous allons revenir sur tout cela.

2° On remarque ensuite une autre composante du problème, plus subtile, mais importante, quoiqu'elle n'apparaisse vraiment qu'en économie: la naissance de ce que M. Bachelard a appelé une connaissance appliquée. Pendant longtemps l'idéal plus ou moins affiché des sciences humaines a été la connaissance de l'homme mais recherchée pour elle-même. Aujourd'hui les sciences sociales

veulent jouer un rôle dans la construction du monde, elles veulent être pratiques, porteuses d'efficacité à la ressemblance des sciences physiques qui ont donné à l'homme un immense empire sur la nature. Il en résulte

- a) que les diverses sciences ne semblent avoir d'intérêt que dans la mesure où elles permettent l'action
- b) et que l'on s'interroge du même coup jusqu'où peut aller cette efficacité sur la vie de l'homme.

Or, si les divers chercheurs occidentaux s'interrogent sur ce point, le marxisme, lui, s'interroge peu tout au moins au plan des principes, puisque, fondamentalement pour lui, c'est l'activité, la praxis, qui est justification dernière de tout; et la praxis, pour l'essentiel, est une philosophie de l'homme et non plus une science, ou mieux, une philosophie qui engendre une science. Aussi, du côté des exigences de l'intégration, comme de celles de l'efficacité et de la connaissance appliquée, nous nous heurtons à ce qu'il faut bien appeler le surgissement d'une nécessaire philosophie.

3° Et de fait, l'état actuel de la recherche dans la convergence des sciences humaines aboutit à trois grandes positions de base :

- a) la position marxiste d'abord qui, en dehors du marxisme officiel, assez sclérosé à ce point de vue, s'exprime de manière intéressante chez deux auteurs: Henri Lefebvre et Sartre;
- b) la position d'un assez grand nombre de chercheurs occidentaux qui, plus ou moins, se groupent autour de Georges Gurvitch, et qui tiendrait les deux propositions :
 - aa) chaque discipline particulière est autonome dans les méthodes;
 - bb) elle doit se prolonger d'une manière peu explicitée d'ailleurs, par une prise en considération de l'aspect sociologique de ses préoccupations.

La sociologie devient alors une science d'encadrement, parce qu'elle se veut la science du "phénomène social global", et c'est en mettant les phénomènes particuliers en relation avec ce que M.Gurvitch appelle la "société globale" qu'une discipline particulière se "sociologifie". Nous avons dit que ce lien n'était pas explicité dans le détail; un exemple pour l'économie le montrera. M.Jean Weiller décrit ainsi le mouvement qui porte l'économie vers la sociologie : "Dans certaines circonstances, ce mouvement peut aller dans le sens d'un élargissement des recherches économiques qui s'imprègnent davan-

tage de préoccupations sociologiques : il tend alors vers une sorte d'économie sociologique (superposant plus ou moins les domaines et rapprochant en tous cas les méthodes des deux disciplines). Mais il peut conduire à la constitution, à côté d'une analyse économique ayant sauvegardé son autonomie en se définissant strictement, d'une sociologie économique venant occuper le large champ d'étude auquel la première aurait définitivement renoncé;" (Economie politique et sociologie, Traité de sociologie, tome I, p.357). Naturellement l'important ici est de savoir ce qu'est exactement la sociologie.

- c) enfin un troisième courant prend de plus en plus consistance, grâce à M. Claude Lévi-Strauss et à M. Granger, le courant dit structuraliste qui met en avant déjà une méthode capable, à son jugement, de réaliser "une certaine unité des sciences humaines" : la recherche structurale. Cette méthode différencierait les sciences humaines de l'histoire : elle répondrait affirmativement à cette question : la réalité humaine est-elle susceptible de fonder un mode de connaissance qui ne soit ni philosophique, ni historique, mais qui se rapprocherait autant que faire se peut du mode de connaissance propre des sciences physiques?

Telle est dans ses grandes lignes la situation actuelle en ce qui concerne notre problème d'une méthodologie sociologique. Nous avons laissé de côté les auteurs américains parce que ceux-ci sont surtout occupés de micro-sociologie, c'est-à-dire de sociologie des petits groupes (famille, usine, etc.) et que ces problèmes théoriques ne les intéressent pas tellement, parce que aussi le temps nous manque. Peut-être y reviendrons-nous plus tard.

III

Il me semble, arrivé à ce point, que nos recherches ne peuvent pas et ne doivent pas ignorer ces courants, et c'est pourquoi nous pouvons envisager de diviser ce séminaire en deux grands moments : un moment de plus parfaite connaissance de l'essentiel de tous ces travaux, un deuxième moment de recherche personnelle qui utiliserait ce qui nous a paru bon ici et là. Comme nous avons une dizaine d'entretiens, le plan global serait donc le suivant :

- 1 - Introduction
- 2 - Courant autour de Gurvitch
- 3 - Recherche en équipe sur les courants actuels: Courant structuraliste
- 4 - Courant marxiste
- 5 - Conclusion de cette recherche
- 6 -
- 7 - Recherche personnelle, toujours en équipe
- 8 -
- 9 -
- 10 - Conclusion générale

Et voici enfin, comment je verrais la manière de procéder: nous nous divisons en 3 équipes, chacune d'elles se chargeant d'étudier un courant d'après une bibliographie suffisante que je vous fournirai. A son tour chaque équipe se subdivise le travail et à la réunion correspondante, chacun des équipiers présente son rapport, dont la longueur dépendra du nombre d'équipiers. La fin de la réunion sera employée à tirer les conclusions convenables qu'ensuite je redigerai. La cinquième réunion rassemblera ces conclusions dans une sorte de rapport général qui ouvrira les pistes de notre recherche originale, et nous fournira aussi un plan des travaux ultérieurs.

Remarque finale

C'est ici une idée personnelle, mais que je crois fondée. Il est important, pour qui veut se donner à la tâche du développement, de s'intéresser aux recherches désintéressées. Car il est nécessaire de transporter ce souci de réflexion calme, avec du recul sur les choses et les événements, dans les pays en voie de progression, car, en réalité, ce souci est ce qu'il y a de meilleur en Europe. En particulier il m'apparaît dangereux de donner la technique à ces pays, sans les faire participer de plus en plus près à l'effort intellectuel plein de noblesse qui lui a donné naissance. C'est pourquoi toute étude même austère est déjà, de façon lointaine, un facteur de développement réel.

B i b l i o g r a p h i e

SOCIOLOGIE MARXISTE

- LEFEBVRE (Henri).- De l'explication en économie politique et en sociologie.-
Cahiers Internationaux de Sociologie (CIS), juillet-décembre
1956, vol. XXI, pp.19 - 37.-
- RUBEL (Maximilien).- Fragments sociologiques dans les inédits de Marx.-
CIS, janvier-juin 1957, pp.128 - 147.-
- LEFEBVRE (Henri).- La notion de totalité dans les sciences sociales.-
CIS, 18e Cahier 1955.-
- LEFEBVRE (Henri).- Les cadres sociaux de la sociologie marxiste.-
CIS, Vol. XXVI, 1959.-
- LEFEBVRE (Henri).- Retour à Marx.-
CIS, juillet-décembre 1958, pp.20 - 38.-
- LEFEBVRE (Henri).- Perspectives de la sociologie rurale.-
CIS, 1953, pp.122 - 141.-
- NAVILLE (Pierre).- De l'aliénation à la jouissance. La genèse de la sociologie
du travail chez Marx et Engels.-
Recherches de sociologie du travail, Marcel Rivière.-
Chap. 9 : Peut-on parler d'une sociologie de Marx ?